



Expertise comptable - Conseil - Audit

Agence de développement touristique et d'attractivité de la Sarthe

Association

Siège social : 46 avenue François Mitterrand
72000 LE MANS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

**Agence de développement touristique
et d'attractivité de la Sarthe**

Association

Siège social : 46 avenue François Mitterrand
72000 LE MANS

SOMMAIRE

- RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS	1 à 3
- COMPTES ANNUELS AU 31/12/2024	4 à 22

**Agence de développement touristique
et d'attractivité de la Sarthe**

Association

Siège social : 46 avenue François Mitterrand
72000 LE MANS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2024

A l'Assemblée Générale de l'Association Agence de développement touristique et d'attractivité de la Sarthe,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Agence de développement touristique et d'attractivité de la Sarthe, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus ont porté notamment sur le contrôle de la conformité des produits comptabilisés avec les décisions des organismes financeurs, ainsi que de leur bon rattachement à l'exercice, tels que décrits dans la note « Concours publics et subventions » de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LE MANS, le 20 mai 2025

SAS FITECO
Commissaire aux Comptes

Vincent MAQUET



**Agence de développement touristique
et d'attractivité de la Sarthe**

Association

Siège social : 46 avenue François Mitterrand
72000 LE MANS

COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	147 344	114 750	32 594	39 183
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	217 894	189 039	28 855	34 718
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	15		15	
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	365 253	303 789	61 463	73 900
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				594
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	7 545		7 545	21 644
	Autres créances	22 972		22 972	44 583
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	900 648		900 648	718 125
	Charges constatées d'avance	72 879		72 879	66 956
	TOTAL (II)	1 004 045		1 004 045	851 902
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 369 297	303 789	1 065 508	925 803
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents					- autorisés par l'organisme de tutelle
Dons en nature restant à vendre					



Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres	
	Fonds associatifs sans droit de reprise	515 217
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables	487 604
	Ecart de réévaluation	
	Réserves	
	Report à nouveau	
	Résultat de l'exercice	16 965
	Total des fonds propres	27 612
		532 182
	Autres fonds associatifs	515 217
Provisions	Fonds associatifs avec droit de reprise	
	- Apports	
	- Legs et donations	
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables	
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs	
	Droits des propriétaires	
	Ecart de réévaluation	
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	
	Provisions réglementées	
	Total des autres fonds associatifs	
Fonds dédiés	Total des fonds associatifs	532 182
		515 217
	Provisions pour risques	
	Provisions pour charges	165 148
	Total des provisions	175 807
		165 148
	Aux fondations abritées	
	Sur subventions de fonctionnement	
	Sur dons manuels affectés	
	Sur legs et donations affectés	
	Total des fonds dédiés	
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES	
	Emprunts obligataires convertibles	
	Autres emprunts obligataires	
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	
	Emprunts et dettes financières divers	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
	DETTES D'EXPLOITATION	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 982
	Dettes fiscales et sociales	179 429
	DETTES DIVERSES	
ENGAGEMENTS DONNES	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	56 388
	Autres dettes	156 121
	Produits constatés d'avance	
		130 927
		12 926
		8 840
		9 345
	Total des dettes	368 178
		234 779
	Ecart de conversion passif	
	TOTAL PASSIF	1 065 508
		925 803
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	16 965,43
	(1) Dont à moins d'un an	368 178
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	27 612,46
		234 779



Compte de Résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	398	
	Prestations de services	179 289	184 352
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	1 519 129	1 578 572
	Dons		
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	7 415	5 585
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	15 012	2 425
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	1 721 242	1 770 934
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	(50)	
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	647 049	702 513
	Impôts, taxes et versements assimilés	63 607	62 168
	Rémunération du personnel	661 378	641 332
	Charges sociales	310 695	298 462
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	34 482	32 191
	Dotation aux provisions		12 520
	Autres charges	235	177
	Total des charges d'exploitation	1 717 396	1 749 363
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER		3 846	21 571
Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	14 625	6 217
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		182
Charges financières	2 - RESULTAT FINANCIER	14 625	6 035
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	18 472	27 606
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Produits exceptionnels	97	638
	Charges exceptionnelles	76	600
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	21	38
	Impôts sur les sociétés	1 527	31
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS	1 735 964	1 777 789
	TOTAL DES CHARGES	1 718 999	1 750 177
	EXCEDENT ou DEFICIT	16 965	27 612
	PRODUITS	95 766	95 766
	Bénévolat		
	Prestations en nature	95 766	95 766
	Dons en nature		
	CHARGES	95 766	95 766
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	95 766	95 766
	Personnel bénévole		



Règles et Méthodes Comptables



Description de l'activité :

L'association a pour objet de contribuer au développement touristique et à l'attractivité de la Sarthe.

Elle participe à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique et de la stratégie de développement touristique du département.

Les principales missions de l'Association sont notamment de :

- Faciliter le développement des entreprises touristiques implantées dans la Sarthe;
- Favoriser l'implantation de nouvelles activités et de nouvelles entreprises touristiques notamment par une démarche active de prospection en France et à l'international;
- Contribuer à assurer l'élaboration, la promotion et la commercialisation de produits touristiques en collaboration avec les professionnels, les organismes et toute structure locale intéressés à l'échelon départemental et intercommunal;
- Développer l'attractivité de la Sarthe en France et à l'international auprès des touristes et des investisseurs en contribuant à valoriser l'offre territoriale;
- Assurer la connaissance du territoire en matière de développement touristique;
- Collaborer avec d'autres partenaires de développement touristique et apporter un soutien aux initiatives locales.

Moyens d'action :

Afin de réaliser son objet, l'Association se propose de recourir notamment aux moyens suivants :

- La mise en oeuvre directe ou indirecte de moyens d'information, d'animation, de promotion et de développement touristique;
- La recherche et la facilitation d'implantations d'entreprises et de nouvelles activités touristiques;
- La vente, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet et susceptible de contribuer à sa réalisation;
- De manière générale, tout moyen d'action qui soit conforme à son objet et aux lois et règlements en vigueur.

Principes et conventions générales

Les comptes de l'association sont établis conformément aux règlements ANC n°2018-06. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Règles et Méthodes Comptables

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Méthodes comptables relatives aux subventions :

Les subventions sont comptabilisées en fonction des conventions signées et au prorata des travaux effectués.

Méthodes comptables relatives aux créances et aux dettes :

Les créances et les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrements auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Méthodes comptables relatives aux immobilisations :

La valeur brute des éléments corporels et incorporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais engagés pour leur acquisition.

La méthode d'amortissement retenue est le mode linéaire.

Les durées d'amortissement ont été les suivantes :

Logiciels informatiques : 1 à 5 ans
Agencements et aménagements : 5 à 10 ans
Matériel de transport : 5 ans
Matériel bureau et mobilier : 1 à 8 ans



Engagement en matière de retraite

L'association relève de la convention collective du tourisme. L'engagement en matière de retraite se limite à l'indemnité conventionnelle de départ en retraite. Compte tenu de l'ancienneté de son personnel, l'entreprise constate un engagement, charges comprises, qui s'élève à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2024 à 210 050 € dont 44 901.65 € couvert par un contrat CNP.

La provision pour engagement retraite correspond par conséquent à l'engagement net déterminé pour 165 148 €.

Hypothèses de calculs retenus :

- départ à la retraite : 64 ans
- turn over fort
- taux d'actualisation 3.5 %

Valorisation des contributions volontaires

La valorisation des contributions volontaires en nature pour 2024 correspond à la mise à disposition gratuite des locaux par le Département pour 95 766 € au titre des loyers.

Effectif moyen

Effectif moyen cadre : 3

Effectif moyen employé : 12

Règles et Méthodes Comptables



Effectif au 31/12/2024 : 15

Effectif au 31/12/2023 : 17

Immobilisations

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
		Augmentations Réévaluations	Acquisitions	Diminutions Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres	141 387	5 957			147 344
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	141 387	5 957			147 344
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencet aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Instal., agencement, aménagement divers	3 422				3 422
	Matériel de transport	25 930				25 930
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	178 798	16 073		6 330	188 542
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations grevées de droits					
FINANCIERES	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	208 150	16 073		6 330	217 894
	Participations évaluées en équivalence					
FINANCIERES	Autres participations					
	Autres titres immobilisés		15			15
	Prêts et autres immobilisations financières					
FINANCIERES	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		15			15
	TOTAL	349 538	22 044		6 330	365 253



Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	102 204	12 546		114 750
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	102 204	12 546		114 750
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	3 333	89		3 422
	Matériel de transport	14 305	3 039		17 344
	Matériel de bureau, mobilier	155 794	18 808	6 330	168 273
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	173 433	21 936	6 330	189 039
TOTAL		275 637	34 482	6 330	303 789



Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	487 604	27 612			515 217
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	27 612	(27 612)	16 965		16 965
Situation nette	515 217		16 965		532 182
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	515 217		16 965		532 182



Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Pour litiges				
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires				
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	175 807		10 659	165 148
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	175 807		10 659	165 148
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL	175 807		10 659	165 148
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			10 659	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.				

La provision pour risques et charges correspond à la provision pour engagement de retraite.

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	7 545	7 545	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	2 211	2 211	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	20 762	20 762	
	Charges constatées d'avance	72 879	72 879	
TOTAL DES CREANCES		103 397	103 397	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				



		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	48 982	48 982		
	Personnel et comptes rattachés	63 975	63 975		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	89 354	89 354		
	Impôts sur les bénéfices	1 527	1 527		
	Taxes sur la valeur ajoutée	912	912		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	23 662	23 662		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	130 927	130 927		
TOTAL DES DETTES		368 178	368 178		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		29 622
Autres créances		29 622
ASS ANNULATION GESTPROD 2023	1 405	
PRODUITS A RECEVOIR	19 197	
PRODUITS A RECEVOIR	9 020	

COMMISSAIRE AUX COMPTES
FITECO
★

Charges à payer

		31/12/2024
Total des Charges à payer		132 925
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		22 050
FOURN.FACT.A RECEVOIR	22 050	
Dettes fiscales et sociales		109 997
CONGES A PAYER	63 975	
ORG.SOC. CH./CONGES PAYES	29 430	
ORG.SOC.CHARGES A PAYER	3 100	
ETAT CH.FISC.S/CONGES	8 688	
ETAT CHARGES A PAYES	4 804	
Autres dettes		878
ASS ANNULATION GESTPROD 2024	878	



Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		72 879	72 879
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			72 879

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			8 840
		8 840	
			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			8 840

Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation		3 500	1 483 584		32 045	1 519 129
Subventions d'investissement						
TOTAL		3 500	1 483 584		32 045	1 519 129



Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total		
Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens LOCAUX PAR LE DEPARTEMENT	95 766	95 766
Prestations	95 766	95 766
Personnel bénévole		
Total	95 766	95 766



Honoraires des Commissaires aux Comptes

	FITECO							
	31/12/2024	31/12/2023	%	%	31/12/2024	31/12/2023	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	5 048	4 727	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	5 048	4 727	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	5 048	4 727	100,00	100,00				

